

Rapport du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale au titre de l'année 2018

1/ Composition du jury

Le jury était composé ainsi :

Monsieur BRUN François, inspecteur général des affaires sociales, honoraire, président;

Madame AZZAZ Fatima, administratrice civile hors classe, responsable du pôle PME – achats innovants à la direction des achats de l'Etat du ministère des finances et des comptes publics ;

Madame BURDIN Myriam, inspectrice hors classe, cheffe du bureau coopérations et contractualisation à la direction générale de l'offre de soins ;

Madame DANIEL Anne-Gaëlle, inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale, directrice de la mission inspection-contrôle-audit de l'agence régionale de santé de l'Île de France ;

Monsieur BUZZI Christophe, inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale, directeur adjoint à la direction départementale de la cohésion sociale des Côtes d'Armor ;

Monsieur DETOUR Pierre-Marie, inspecteur de classe exceptionnelle de l'action sanitaire et sociale, directeur général adjoint de l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire ;

Monsieur RICHARD Emmanuel, inspecteur de classe exceptionnelle de l'action sanitaire et sociale, directeur départemental de la cohésion sociale des Yvelines.

2/ Modalités d'organisation de l'examen professionnel

▪ En application de l'arrêté du 17 juillet 2009 modifié des ministres chargés du travail, des affaires sociales et du budget fixant les modalités d'organisation de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale, la sélection par voie d'examen professionnel pour l'inscription au tableau d'avancement d'inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale se fonde sur les acquis de l'expérience professionnelle dans le corps de l'inspection de l'action sanitaire et sociale et sur l'aptitude à exercer des responsabilités supérieures. Cette sélection est organisée sur la base :

— de l'établissement, par le candidat, d'un dossier conforme au modèle fourni par l'administration. Le candidat fournit dans son dossier le descriptif de deux actions menées en qualité de membre du corps, qu'il juge pertinent de porter à la connaissance du jury ;

— d'une épreuve orale d'une durée de trente minutes maximum, qui prend appui sur le dossier mentionné précédemment et se déroule comme suit : un exposé d'une durée de dix minutes maximum, présenté par le candidat et portant sur les fonctions exercées en qualité d'inspecteur de l'action sanitaire et sociale ; un entretien, ensuite, d'une durée de vingt minutes avec le jury portant sur l'activité professionnelle du candidat, destiné à apprécier ses compétences professionnelles et techniques ainsi que sa capacité à se situer dans son environnement professionnel.

Seule l'épreuve orale est notée.

Le jury évalue donc les candidats/es au regard de leurs motivations, de leurs qualités de réflexion et d'analyse, de leur capacité à se situer dans leur environnement professionnel, de leur niveau des acquis de l'expérience professionnelle dans le corps, et de leur aptitude à exercer des responsabilités supérieures.

▪ Les épreuves se sont déroulées sur deux semaines, du 15 au 19 janvier et du 22 au 26 janvier 2018. La réunion de la délibération finale s'est tenue 26 janvier 2018.

Le jury a été réparti en deux sous jurys, présidés chacun par monsieur François BRUN.

Le premier sous jury était composé de mesdames Fatima AZZAZ et Anne-Gaëlle DANIEL, et de monsieur Pierre-Marie DETOUR ; le second sous jury était composé de madame Myriam BURDIN et de messieurs Christophe BUZZI et Emmanuel RICHARD.

3/ Les résultats

Les principales données relatives à l'examen sont présentées dans le tableau ci-après.

Hommes					Ages des candidats	Femmes				
admis	note moyenne	ajournés	note moyenne	tx réussite		admises	note moyenne	ajournées	note moyenne	tx réussite
1	15	-	-	100%	61/65	0	0	1	9	0%
0	-	1	8	0%	56/60	1	13	5	8,6	16,6%
0	-	3	8,7	0%	51/55	3	14,3	7	9,6	33,3%
2	13	1	5	66,6%	46/50	3	15	9	9,5	25%
3	14,7	1	10	75%	41/45	2	14,5	6	8,5	25%
1	16	0	0	100%	36/40	7	15,7	2	7	77,8%
2	14,5	2	10,5	50%	30/35	8	15,25	3	9,3	72,7%
9	14,4	8	8,75	53%	tous âges	24	15,1	33	9	42,1%

- *Des candidats d'âge différents*

82 candidats étaient inscrits à l'épreuve. 8 ne se sont pas présentés, soit près de 10%. Le taux d'abandon est un peu plus faible cette année que l'an passé.

La proportion de femmes parmi les candidats présents est largement majoritaire (77%) ; l'étendue des âges est importante : la plus jeune a 30 ans, et le plus âgé 64.

Les 74 candidats qui se sont présentés se répartissent entre 17 hommes et 57 femmes (respectivement 23 et 77 % des présents), proportions sans changement notable par rapport à l'examen de 2017.

Parmi les présents, 50 candidats ont moins de 51 ans ; 25 candidats ont moins de 41 ans.

33 candidats/es ont été admis/es. Le taux de réussite (admis/présents) est de 44,6 %, quasiment identique à celui observé l'an dernier.

- *Des résultats différenciés selon le sexe et l'âge*

Les candidats reçus se répartissent entre 9 hommes et 24 femmes. Contrairement à 2017, le taux de réussite est plus élevé pour les hommes (53%) que pour les femmes (42%).

Le taux de réussite des candidats de moins de 40 ans est de 71%, de 42% pour les candidats de 40 à 50 ans, et de 22,7% pour ceux de plus de 50 ans.

La proportion de candidates reçues dans la tranche d'âges de moins de 40 ans est de 76%, de 50% chez les candidats.

Ces résultats s'inscrivent dans le prolongement des observations déjà formulées les années précédentes.

La note permettant d'être admis a été de 13. 22 candidats/es ont obtenu une note comprise entre 10 et 12, et 19 candidats /es entre 5 et 9.

4/ Les observations du jury

- *Une organisation générale de l'épreuve satisfaisante*

Le jury a été sensible à la qualité de l'appui apporté par le bureau du recrutement aux membres du jury, notamment quant aux modalités de fonctionnement du jury (formation aux fonctions de membres de jury, harmonisation des procédures entre sous-jurys, respect des règles de non – discrimination, ...).

La répartition des candidats au cours de ces deux semaines n'appelle pas de commentaire particulier. Les contraintes horaires de certains candidats ont pu être prises en compte.

- *Une certaine hétérogénéité des prestations des candidats/es*

- Sauf exception, le niveau général est satisfaisant : 66 candidats ont obtenu une note égale ou supérieure à 10; la distribution des notes indique néanmoins que le nombre des candidats/es se détachant par leur « maturité » professionnelle et l'expression d'une réelle volonté d'évolution de leur carrière vers des emplois de responsabilité et d'encadrement supérieur, dont le grade d'IHC est la première étape, est en nombre plus limité.

La proportion des candidats "intermédiaires" en dessous du seuil observé d'admission est importante (22 candidats ont une note entre 10 et 12): ces candidats, en approfondissant la préparation de l'examen, auraient a priori des chances sérieuses d'être admis. Enfin, une dizaine de candidats/es, eu égard à la nature de l'épreuve, ont présenté de sérieuses lacunes dans les qualités attendues d'un futur inspecteur hors classe.

- D'une manière générale, le jury a constaté que certains candidats /es estiment qu'une connaissance suffisante de leur domaine d'activité et la prise en compte des différents postes occupés pourraient suffire à justifier leur promotion. Si ces éléments sont importants, ils ne sont pas les seuls à devoir être pris en compte par le jury ; à cet égard, le jury a relevé un manque, quelque fois criant, de connaissances sur les politiques et les organisations de l'ensemble du champ sanitaire et social, dénotant plus largement un manque de curiosité et d'ouverture d'esprit. Le jury a regretté ce cloisonnement de connaissances.

Au total, comme cela avait été observé les années précédentes, trois catégories de prestations orales méritent d'être distinguées :

- celles de candidat/es qui, malgré quelquefois un exercice professionnel « court » , ont su présenter de manière convaincante les enjeux stratégiques des politiques dont ils ont eu la charge, ont été capables de préciser les leviers de leur mise en œuvre et les enjeux sous-jacents, ont su définir la dimension encadrement. Ce sont souvent des candidats qui ont été acteurs de leur parcours avec le souhait d'exercer à plusieurs niveaux (départemental, régional voire national) et dans les deux champs (santé et social) voire faisant état d'une expérience dans d'autres champs (opérateur de l'Etat ou collectivité territoriale). Pour ces candidats, le parcours varié et la forte motivation font la différence de même que leur capacité à valoriser l'expérience acquise dans des situations de travail complexes et exigeantes. Il a été manifeste que ces professionnels ont su se projeter dans la perspective de fonctions d'encadrement supérieur ;

- des candidats, qui malgré la qualité de leur parcours professionnel, n'ont pas ou n'ont pu montrer suffisamment de recul par rapport à leurs pratiques, ou ne savent pas les mettre en perspective, ce dont devrait être capable un inspecteur hors classe ;

- des candidats, en nombre limité, qui ont manifestement mal ou peu préparé l'épreuve et n'ont pas su convaincre le jury de leur capacité d'être inspecteur hors classe; l'examen professionnel n'a pas pour vocation de « récompenser » une carrière, même bien remplie.

- *Des dossiers écrits, trop souvent excessivement formatés*

Si le dossier écrit n'est pas en tant que tel noté, il permet au jury de connaître les parcours et les fonctions occupées par les candidats au cours de leur carrière. Il revêt donc une importance certaine. Sauf quelques rares exceptions, ces dossiers ont été bien préparés par les candidats. Néanmoins, certains dossiers n'échappent pas à un risque de « formatage » excessif ; certains dossiers restent exclusivement descriptifs, d'autres survalorisent les compétences réellement acquises, par exemple en matière d'encadrement et/ou de capacités managériales, en pensant devoir « cocher » tous les items. Le jury est plus sensible à la qualité des postures professionnelles acquises qu'au caractère exhaustif des compétences mises en œuvre.

- *Une maîtrise incertaine de l'épreuve orale*

L'épreuve orale est une épreuve difficile et délicate, à laquelle il convient donc de se préparer, par exemple sous forme « d'examen blanc », ne serait-ce que pour maîtriser la durée de son intervention et/ou son stress pour les candidats/es qui seraient concernés/ées.

Le jury a noté cette année une nette amélioration dans la maîtrise de cet exercice par les candidats.

- En premier lieu, le jury a observé cette année que la durée imposée de l'exposé préliminaire -10mn- a été très généralement respectée ; on rappellera en effet qu'un dépassement n'est pas accepté, car il romprait l'égalité de traitement entre candidats/es ; un exposé manifestement trop court traduit la difficulté du candidat à maîtriser l'épreuve. Dans ces deux cas extrêmes, l'appréciation par le jury des candidats/es serait négative.

Si l'exposé a été dans l'ensemble correctement maîtrisé, il reste trop souvent néanmoins la reprise à l'identique, ou presque, du contenu des parties obligatoires du dossier papier : carrière, compétences et connaissances acquises, actions réalisées ; outre la lassitude que cela induit chez les membres du jury – ce qui n'est pas le plus grave – cette présentation n'apporte pas vraiment de plus-value pour le jury, qui a connaissance du dossier écrit. Ce type de présentation ne permet pas en réalité au candidat de valoriser son profil et la manière qu'il a de se projeter dans la suite de sa carrière, pour laquelle le grade d'inspecteur hors classe est la première marche. Beaucoup d'exposés se sont ainsi avérés trop « lisses », essentiellement chronologiques, alors que le jury attend que la personnalité du candidat puisse transparaître dans une perspective dynamique du parcours et des acquis. A l'inverse, il ne doit pas non plus se transformer en auto panégyrique de compétences techniques et managériales très vastes supposées acquises, qui ne résiste pas toujours aux questions du jury.

Les candidats qui ont été retenus ont donc su non seulement maîtriser la durée de l'exposé, mais se rendre attractif et convaincant quant à leur futur positionnement comme inspecteur hors classe.

- En second lieu, l'entretien permet au jury, par la série des questions / réponses posées au candidat dans les vingt minutes qui suivent l'exposé, de se faire une opinion sur la connaissance des politiques publiques dont nos administrations ou agences ont la charge ; il permet aussi de mesurer le degré de connaissances des différentes institutions dans le cadre desquelles le candidat est appelé à effectuer sa carrière d'inspecteur hors classe: agences régionales de santé, directions régionales ou départementales de la cohésion sociale et de la jeunesse et des sports, voire direction de centrale ou autres ... Trop souvent les candidats, croyant bien faire, se concentrent sur la description des outils dont ils assurent ou ont assuré la gestion, sans pour autant décrire les enjeux auxquels ces mesures doivent apporter des réponses. Dans quelques cas, le candidat ne peut donner, même assez grossièrement, l'importance du public concerné par le dispositif qu'il est censé gérer ou mettre en évidence le volume des dotations budgétaires traitées.

A plusieurs reprises, des candidats ont eu des difficultés à lister les domaines de compétence de telle ou telle direction déconcentrée, ou bien à maîtriser la répartition des missions et/ou des fonctions entre préfecture et directions ou agences. Des lacunes dans les fonctions inspection/contrôle ont été également largement observées, alors qu'il s'agit là d'un des cœurs de métier, et que les enjeux autour de cette fonction devraient être correctement maîtrisés. Le caractère interministériel de certaines politiques, enfin, n'est pas toujours suffisamment maîtrisé alors que l'on attend du candidat qu'il puisse se situer dans la chaîne administrative, voire politique quand le rôle des élus est essentiel.

5) Les recommandations du jury

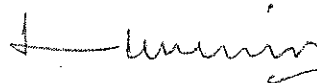
Dans la suite des préconisations générales déjà formulées par les précédents jurys, les futurs candidats devraient s'attacher dans leur préparation :

- Pour l'exposé oral : il est recommandé à nouveau que les futurs candidats n'hésitent pas à s'entraîner à gérer la durée de l'exposé et à contenir son stress, si nécessaire. Cet exposé doit être travaillé pour retenir l'attention du jury. Autant qu'il est possible, il ne doit pas être purement chronologique ou descriptif. Le candidat doit s'efforcer de valoriser les compétences acquises dans la conduite des missions qui lui ont été confiées et de leur finalité ; il doit également argumenter le projet professionnel, d'encadrement d'équipe et de vision stratégique que sa candidature sous entend ;

- Dans la conduite de l'entretien, il est attendu que les candidats disposent d'un niveau suffisant de culture dans les champs d'intervention possibles d'un IHC : se documenter, rencontrer d'autres IASS qui œuvrent sur d'autres champs d'intervention ou dans d'autres institutions ; le suivi et la compréhension des principales actualités du secteur sanitaire et social est indispensable dans la préparation de l'épreuve. En particulier, le contenu des réponses doit être précis, concis et argumenté. S'il s'agit de questions ouvertes, il faut veiller à ne pas faire de verbiage, à circonscrire son propos et ne pas hésiter à prendre position en argumentant de façon claire. Le candidat doit avoir pour objectif de justifier sa motivation pour la promotion de grade, pouvoir présenter un projet professionnel cohérent.

Paris, le 26 février 2018

Le Président de jury



François BRUN